

» PRESSE NATIONALE

**Politique** ↻



### ENTRETIEN : LE CHEF DE L'ÉTAT A ÉCHANGÉ AVEC LE PRÉSIDENT D'INTERPOL

Le général-major Ahmed Nasser Al-Raisi, président d'Interpol, est en tournée dans quatre bureaux régionaux d'Interpol en Afrique. Présent en Côte d'Ivoire, il a été reçu, ce mercredi 15 février 2023, au Palais de la Présidence de la République par le Chef de l'État Alassane Ouattara. L'hôte du Président de la République a salué l'expertise du personnel du bureau d'Abidjan qui couvre toute la région ouest-africaine ainsi que le leadership et le professionnalisme des autorités ivoiriennes chargées de la sécurité. Il a souligné avoir été marqué, au cours de l'entretien avec le Président Alassane Ouattara, par l'engagement du Chef de l'État ivoirien à accompagner les pays de la sous-région afin de rehausser leur niveau de sécurité, en particulier celui de la Côte d'Ivoire, un pays qui entretient d'excellentes relations de coopération avec Interpol.



### SÉCURITÉ – GOUVERNANCE : LA CÔTE D'IVOIRE ROUVRE SES FRONTIÈRES TERRESTRES

La Côte d'Ivoire a décidé de rouvrir ses frontières terrestres, à travers l'adoption d'un décret au cours du Conseil des ministres présidé par le Chef de l'État, Alassane Ouattara, ce mercredi 15 février 2023 au Palais de la présidence à Abidjan-Plateau. Les frontières terrestres ivoiriennes étaient fermées depuis le 22 mars 2020, pour freiner la propagation du coronavirus. L'ouverture de celles-ci a pris effet à compter du mercredi 15 février 2023 à minuit. « Cette décision de réouverture des frontières terrestres intervient surtout après la maîtrise des voies secondaires de passages clandestins par nos forces de sécurité, et permet ainsi une redirection des voyageurs vers les passages officiels de traversée, afin de pouvoir assurer un meilleur contrôle du flux migratoire », a expliqué le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly.



### MIGRATION EN CÔTE D'IVOIRE : DES ACTEURS À LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE NATIONALE

Du mercredi 15 au vendredi 17 février 2023, au Plateau, des acteurs étatiques et privés sont réunis dans le cadre d'un séminaire d'échanges, de réflexions et de partages d'expériences pour une coordination des actions en faveur de la construction d'une politique nationale migratoire en Côte d'Ivoire. Au premier jour de cette rencontre, Kouyaté Abdoulaye, directeur de cabinet adjoint du ministère d'État, ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Diaspora, a expliqué que les interventions dans ce domaine en Côte d'Ivoire s'inscrivent jusque-là dans le cadre du Pacte mondial sur la migration (Pmm) conduites par différents départements ministériels. Il a également rappelé qu'au titre des politiques et stratégies, la gestion des questions liées à la migration est encore fragmentée et assurée par des institutions spécifiques.

## PROGRAMME SOCIAL DU GOUVERNEMENT : UN BUDGET DE 725,9 MILLIARDS FCFA ADOPTÉ POUR 2023

Le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a animé sa traditionnelle conférence de presse de fin de Conseil des ministres, hier mercredi 15 février 2023. Dans son compte rendu, il a annoncé que le gouvernement a fait le bilan du Programme social du gouvernement (PSGouv) au titre de l'année 2022. « Le montant total engagé pour l'ensemble des réalisations du PSGouv, à fin 2022, s'établit à 384,34 milliards de FCFA, et le montant décaissé est de 306,33 milliards de FCFA. Le taux d'engagement est de 76% et le taux de décaissement effectif est de 61%, sur un budget 2022 de 504,97 milliards de FCFA », a-t-il révélé.

## PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE : UNE CENTRALE THERMIQUE À BIOMASSE BIENTÔT CONSTRUITE À ABOISSO

Le gouvernement entend faire de la Côte d'Ivoire un hub énergétique dans la sous-région ouest africaine. Dans ce sens, les autorités ivoiriennes ne ménagent aucun effort en vue de la réalisation d'infrastructures en la matière. Comme en témoigne la « construction très bientôt, d'une centrale thermique à biomasse d'une puissance installée de deux fois 23 MW à Ayébo, dans le département d'Aboisso ». L'annonce a été faite par le porte-parole du gouvernement, le ministre Amadou Coulibaly, à l'issue du Conseil des ministres du mercredi 15 février 2023. À en croire le porte-parole du gouvernement, cette centrale thermique sera alimentée par des résidus de palmier à huile pour une production totale annuelle initiale de 337 Gigawatt/heure.

## PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT (PGo) : LE MINISTÈRE DU COMMERCE FAIT LE BILAN DES ACTIVITÉS 2022

La cérémonie bilan des activités de Partenariat pour un gouvernement ouvert (Pgo) 2022 a eu lieu hier mercredi 15 février 2023 au Plateau. Placée sous le haut parrainage du Premier Ministre, Patrick Achi, par ailleurs président du comité interministériel, la cérémonie a permis de partager le point des activités menées au titre de l'année écoulée et de procéder au lancement officiel du Plan d'action national 2022-2024. Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des Pme, Souleymane Diarrassouba, qui s'est fait représenter, a fait le bilan des activités de l'année 2022. Le Pgo vise à renforcer la qualité de la gouvernance ouverte dans un esprit de co-création avec toutes les parties prenantes que sont l'administration, les organisations de la société.

## RECOUVREMENT DES RECETTES NON FISCALES : LE TRÉSOR PUBLIC RÉALISE UNE PLUS-VALUE DE 83 MILLIARDS DE FCFA

La direction du Trésor et de la Comptabilité publique a entamé sa Revue de direction au titre du second semestre de la gestion 2022, le mercredi 15 février 2023 à Bouaké. Les travaux, prévus pour deux jours, ont été ouverts par Bamba Vassogbo, directeur de Cabinet adjoint représentant du ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly. Dans son allocution, Il a exprimé son satisfecit total au Trésor public pour ses performances réalisées. Il a salué la forte mobilisation des recettes non fiscales qui se chiffrent à 294,4 milliards FCFA sur une prévision de 211,4 milliards, soit une plus-value de 83 milliards FCFA.

## SÉMINAIRE DE LA POLICE NATIONALE : L'INDICE DE SÉCURITÉ A CHUTÉ À 1.1

Diagnostiquer les activités annuelles de la police nationale à travers un séminaire de réflexion en vue d'initier plusieurs actions qui visent la professionnalisation des services de police et la mise en place des services régionaux de la police judiciaire à l'intérieur du pays. Telle est la quintessence du séminaire de réflexion des services de la police nationale ouvert hier à Yamoussoukro. Un exercice devenu traditionnel puisqu'il en est à sa 6e édition, a souligné le directeur général adjoint de la Police nationale Adama Ouattara, qui représentait le ministre Vagondo Diomandé, à l'ouverture. Vu les statistiques criminelles élaborées depuis une dizaine d'années, a-t-il fait savoir, la situation sécuritaire s'est nettement améliorée sur l'ensemble du territoire national. Car l'indice de sécurité donné par le Conseil de sécurité est de 1.1 malgré la persistance de la menace terroriste aux frontières nord du pays.

**SOUTIEN AUX PERSONNES VULNÉRABLES DU FAIT DES CRISES EN CÔTE D'IVOIRE : LE GOUVERNEMENT DÉCAISSE PLUS DE 34 MILLIONS FCFA POUR DES VICTIMES**

Venus de plusieurs régions de la Côte d'Ivoire (les Lagunes, le Tonkpi, le Poro, Gbêkê, le Cavally, le Guémon, la Nawa, le Haut-Sassandra, le Hambol et le Gôh), des victimes des crises que le pays a connues ont bénéficié du soutien du gouvernement. En effet, à travers le ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, 92 personnes rendues vulnérables du fait de ces crises se sont vu remettre, par la titulaire de ce département, Myss Belmonde Dogo, des chèques d'une valeur de 34,5 millions de FCFA. Cette assistance sous forme de prêt octroyé par l'État de Côte d'Ivoire aux bénéficiaires vise à aider ceux-ci à se lancer dans des Activités génératrices de revenus (Agr) en vue de leur autonomisation. C'était hier mercredi 15 février 2023 à l'occasion de la cérémonie de remise de chèques.

**JEUX DE LA JEUNESSE 2026 : LES CONSIGNES DE DANHO PAULIN AU CNO-CIV**

Les 4e jeux de la jeunesse se tiendront à Dakar au Sénégal en 2026. Le Comité national olympique de Côte d'Ivoire (CNO-CIV) est déjà focalisé sur cet événement qui aura lieu dans trois ans. Le CNO-CIV a procédé, mardi 14 février, à l'Institut national de la jeunesse et des sports (Injs) au lancement du premier camp de préparation des athlètes pour ces jeux. 43 athlètes issus des fédérations d'athlétisme, du tennis de table, du tennis et du taekwondo prennent part à ce camp, qui va s'étendre sur plusieurs sessions. Procédant à l'ouverture officielle de ce premier camp, le ministre des Sports, Paulin Claude Danho, a donné des consignes à l'endroit du CNO-CIV. Selon le patron du sport ivoirien, ces Jeux de Dakar 2026 doivent permettre à la Côte d'Ivoire de briller et montrer à la face du monde la vitalité du sport en Côte d'Ivoire.


**VU SUR LE NET**
**LUTTE CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE : LE MINISTÈRE DU COMMERCE ET LES ACTEURS DU SECTEUR EN CONCERTATION**



Une réunion du Comité technique du Conseil national de Lutte contre la Vie chère (CNLVC) dont l'objectif est d'élaborer une matrice d'actions de lutte contre la cherté de la vie pour l'année 2023, a été présidée par le directeur de cabinet du ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, Jacques Esoh Lohoues. C'était le mardi 14 février 2023 à Abidjan-Plateau. « Cette rencontre vise à faire le bilan de la mise en œuvre des mesures qui ont été prises par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la vie chère et de proposer de nouvelles mesures afin de préserver le pouvoir des populations », a expliqué Jacques Esoh Lohoues, par ailleurs président du comité technique du CNLVC. (Source : CICG)

**Société** ↙



## **PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP : LE GOUVERNEMENT CRÉE UN FONDS POUR LEUR INSERTION PROFESSIONNELLE**

Le Conseil des ministres de ce mercredi 15 février 2023 a adopté un décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Fonds pour l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap, en abrégé FIPPSH. La création du FIPPSH vise à favoriser l'insertion et le maintien en emploi des personnes en situation de handicap et des travailleurs handicapés suite à un accident de travail ou à une maladie professionnelle, en vue d'améliorer leurs conditions de vie. Ce fonds est donc créé en application de la loi n° 98-594 du 10 novembre 1998 d'Orientation en faveur des personnes handicapées et de la loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du Travail, qui prévoient des quotas de personnes en situation de handicap à recruter en qualité d'employé permanent dans les entreprises exerçant sur le territoire national.



## **ENFANTS EN SITUATION DE RUE : LE GOUVERNEMENT S'ATTAQUE AU PHÉNOMÈNE**

Afin de résorber durablement le phénomène des enfants en situation de rue, le Conseil des ministres du mercredi 15 février 2023 a adopté une communication relative au plan de réponse d'urgence au phénomène des enfants en situation de rue. Ce plan d'actions est articulé autour de cinq (5) axes principaux qui seront déclinés sur une période de dix (10) mois, en vue de résorber durablement le phénomène des enfants en situation de rue, qui s'est aggravé avec les crises sociologiques qu'a connues notre pays.



## **LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : CE QUE LE GOUVERNEMENT PRÉVOIT POUR DES FAMILLES VULNÉRABLES**

Être davantage plus proche des populations (surtout les couches les plus défavorisées) ; partager un peu de bonheur avec le maximum de familles dans le besoin... Ce sont-là, entres autres, les objectifs que le ministère de la Solidarité et de la lutte contre la pauvreté (MSLP) veut atteindre en 2023. Nouvelle année, nouvelles ambitions. Le ministère envisage ainsi de poursuivre la mise en œuvre des principales réformes engagées en 2022. Il s'agit de 5 principales réformes, dont premièrement, l'Opérationnalisation du Programme Multisectoriel d'Appui au Système National des Filets Sociaux.



## **LOI SUR LE MARIAGE EN CÔTE D'IVOIRE : DES INNOVATIONS MAJEURES INTÉGRÉES POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ENTRE L'HOMME ET LA FEMME**

La nouvelle loi n°2019-570 du 26 juin 2019 relative au mariage en Côte d'Ivoire a contribué à réduire les inégalités entre l'homme et la femme dans le mariage et à assurer la pleine protection de la famille, a soutenu le sous-directeur de la Législation, à la Direction des Études de la Législation et de la Documentation (DELD) du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, Trabi Boty Jérôme. Il était

l'invité de la tribune de presse hebdomadaire du CIGC "Tout Savoir Sur", le mardi 14 février 2023 à Abidjan-Plateau. Selon lui, cette loi consacre des innovations majeures, notamment les conditions requises pour contracter le mariage. (Source : CIGC)

## » AGENCE DE PRESSE

**Economie** 



### CÔTE D'IVOIRE : PRÈS DE 73% DE LA DETTE FOURNISSEUR 2022 APURÉE

L'ensemble des paiements effectués, au 31 janvier 2023, au profit des fournisseurs et prestataires des services de l'État, des collectivités et des Établissements publics nationaux, en 2022, s'élève à 1 175,1 milliards FCFA sur un montant total de prise en charge de 1 613,2 milliards FCFA, soit un taux d'apurement de 72,8%. Le Chef de l'État, Alassane Ouattara, a instruit ce mercredi 15 février 2023, en Conseil des ministres, le ministre de l'Économie et des Finances et les ministres concernés à l'effet de poursuivre les efforts pour l'apurement de la dette flottante de la gestion 2022 en accordant une attention particulière aux PME.



### LE PIP 2024-2026 PROMET UNE MODERNISATION DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Le Programme d'investissement public (PIP) 2024-2026 fait la promotion de la modernisation de la gestion des finances publiques, a indiqué mercredi 15 février 2023, le directeur de la Programmation des investissements publics, Touré Sultan, lors de la cérémonie de lancement du processus d'élaboration du PIP, à Abidjan-Plateau. Selon M. Touré, le PIP s'inscrit dans un vaste programme de modernisation de l'administration et particulièrement dans celle des finances publiques. Cette modernisation implique une meilleure efficacité de la dépense, une orientation des ressources vers les résultats de développement plus tôt vers les moyens.



**Restez connectés à l'actualité du gouvernement**  
en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



@gouvci.official



@gouvci



@gouvci.official



gouvcivideo



gouvci



+225 07 87 36 36 36







Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).  
Contact : +225 27 22 51 14 38 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

# UNE CÔTE D'IVOIRE SOLIDAIRE



[www.gouv.ci](http://www.gouv.ci)



*Le citoyen au cœur de l'action gouvernementale*